

Arrêté du 08 mars 2024

Portant nomination d'un fonctionnaire en qualité de régisseur d'avances et de recettes auprès de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse des Alpes-Maritimes

NOR : JUSF2407127A

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Vu le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2008 portant nomination de fonctionnaires auprès des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté du 19 août 2011 portant modification de l'arrêté du 10 décembre 2003 portant institution de régies d'avances et de recettes auprès des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Vu l'arrêté du 14 janvier 2021 habilitant le garde des sceaux, ministre de la justice, à créer des régies d'avances et de recettes auprès des services déconcentrés de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse ;

Considérant la demande du 05 mars 2024 de Madame Alexandra PASSERON, valant acceptation de la fonction de régisseuse d'avances et de recettes, et de l'avis favorable de Madame Natacha HIMELFARB, directrice territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse des Alpes-Maritimes ;

Vu l'agrément du comptable public assignataire en date du 05 mars 2024 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Madame Alexandra PASSERON est nommée, à compter du 01 mars 2024, régisseuse d'avances et de recettes auprès de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse des Alpes-Maritimes.

Article 2

Compte tenu du montant de l'avance de la régie d'avances et de recettes de la direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse des Alpes-Maritimes, le montant de l'avance au titre de l'année 2024 consentie à Madame Alexandra PASSERON, est de 6 000 euros

Article 3

La directrice de la protection judiciaire de la jeunesse et la directrice interrégionale de la protection judiciaire de la jeunesse Sud-Est sont chargées, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la justice

Fait le

08 MARS 2024

Le chef du bureau de la synthèse


Paul TAILLADE